

National 3

**Sanctions suisses:
lueurs au fond d'une
bouteille à encre**

Féminisme 11

**Stop aux violences de
genre aux frontières
de l'Europe**

International 12

**Brésil: vers la fin
du bolsonarisme?**

International 14

**La Nouvelle union
populaire, radicalité
ou adaptation?**



Le projet de la Cour suprême étasunienne de ne plus garantir le droit à l'avortement a déclenché une grande vague de protestations, culminant le 14 mai où plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues. Si la modification constitutionnelle est acceptée, 26 États pourraient interdire l'avortement d'ici l'été. Rassemblement spontané devant la Cour suprême, Washington, 3 mai 2022.

Édito

EN GRÈVE TANT QU'IL LE FAUDRA!

En 2019, nous étions des milliers, dans toute la Suisse, à répondre à l'appel lancé par les collectifs de la Grève féministe en descendant dans la rue pour défendre la visibilité et la fin des

discriminations subies par les femmes et les personnes dissidentes du système sexe-genre.

Trois ans plus tard, une prise de conscience quant à la légitimité des enjeux soulevés notamment par le Manifeste

a peut-être eu lieu. Mais les 19 revendications qui y figurent ne sont toujours pas entendues.

Face à l'offensive néolibérale du gouvernement avec le projet AVS 21, les collectifs féministes, partout en Suisse, se sont mobilisés en s'emparant de la question des retraites et en soutenant le référendum. Le 25 mars 2022, c'est plus de 150 000 signatures, soit trois fois plus que le nombre nécessaire, qui ont été

déposées à la chancellerie. Le message est clair : nous refusons de payer la réforme d'un système capitaliste et patriarcal qui nous discrimine tout au long de notre vie.

En moyenne, en Suisse, les femmes reçoivent une rente 37 % inférieure à celle des hommes et subissent donc davantage la précarité et la pauvreté. Dans le milieu du travail salarié, les femmes, et en particulier les femmes →

Monde du travail

8-9

LES ENJEUX DE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

issues de la migration, sont majoritaires dans les métiers précaires et mal rémunérés. Les métiers majoritairement exercés par des femmes sont mal payés car les compétences requises sont considérées comme « naturelles » et leur pénibilité n'est pas reconnue. Enfin, le travail domestique et reproductif gratuit est assuré à 70 % par des femmes. Essentiel au fonctionnement de l'économie capitaliste, le travail domestique est pourtant dévalorisé et invisibilisé.

Cette pénibilité et cette précarité ont un impact sur la santé physique et mentale des femmes. Or, là encore, l'accès aux soins et à une prise en charge digne reste discriminatoire pour les femmes et les personnes dissidentes du système sexe-genre. Encore aujourd'hui, la recherche omet trop souvent d'inclure des sujets féminins, transgenres et non-blancs dans les études médicales, ce qui amène à la création de connaissances biaisées et contribue à une mauvaise prise en charge et prévention.

L'accès aux soins est encore plus violent et stigmatisant pour les personnes queers, racisées, grosses et porteuses de handicap. En ne proposant qu'une vision cis-hétérosexuée de la santé sexuelle, en maintenant un coût important des moyens de contraception et en stigmatisant notre droit à l'accès à l'avortement, notre système de santé participe à une société qui cherche à contrôler les corps féminins et dissidents.

C'est pourquoi nous continuerons à nous mobiliser. Parce que l'histoire des luttes nous a démontré que demander ne suffit pas, il faut prendre : descendons tout·e·x·s dans la rue le 14 juin 2022 !

En solidarité avec toute·x·s les féministes qui luttent, partout, pour défendre leur droit à une vie digne et pour défendre nos revendications, grévons autant qu'il le faudra pour construire un rapport de force politique à même de démanteler ce système capitaliste, cis-hétéropatriarcal, qui nous opprime, nous exploite et nous tue. La révolution sera féministe, solidaire et internationaliste, ou ne sera pas.

Effe Deux

AGENDA

Genève

ME 1^{er} JUIN

CONFÉRENCE AVEC JULIA STEINBERGER (GIEC) ET MYRIAM GROSSE (GRÈVE DU CLIMAT)
Témoignages puis manifestation
19 h 30 Maison des Associations

Org.: solidarités, Groupe écosocialiste, BreakFree, Grève du Climat Genève, Enseignant·e·x·s pour le climat

Lausanne

Sa 21 mai

DÉCOUVRIR LA SUISSE - DÉCOUVRIR L'UKRAINE

12 h	Repas ukrainien, prix libre
14 h	Notre solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant·e·s russes et bélarusses à la guerre (en français)
15 h	La société suisse: histoire et institutions politiques (en ukrainien)
16 h	Conférence de Yana Voronezka sur la littérature ukrainienne (en français)

La Fraternité, place Arlaud 2, Lausanne

National

Ma 14 juin

GRÈVE FÉMINISTE

Genève	15 h 19	Place de Neuve	Heure de l'inégalité salariale
	18 h		Manifestation
Lausanne	14 h	Pl. de la Riponne	Stands et activités
	18 h 30		Manifestation

International

23 → 29 juillet

37^e RENCONTRES INTERNATIONALES DES JEUNES ANTICAPITALISTES

Cette semaine de camp autogéré réunit des militant·e·x·s d'organisations de gauche radicale internationales proches de solidarités. Il s'agit une opportunité incroyable de rencontrer des camarades d'autres pays et de se former ensemble, de façon participative et dans une ambiance festive !

Chaque année les RIJ réunissent entre 200 et 300 militant·e·x·s d'Europe et du monde entier pour des formations, discussions et planification autour des luttes anticapitalistes, féministes, écosocialistes, queers, anti-impérialistes et antiracistes.

Si tu es intéressé·e·x à obtenir davantage d'informations, tu peux écrire à info@solidarites.ch

LE JOURNAL QUE VOUS TENEZ ENTRE LES MAINS A BESOIN DE VOUS!

Abonnez-vous, offrez des abonnements dans votre entourage et/ou faites un don !

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



SA 11 JUIN
MANIFESTATION INTERNATIONALE CONTRE LE SOMMET DE L'OMC
14 h Place Lise-Girardin
Org.: Uniterre, MAPC, solidarités, FIAN, ATTAC, CETIM

MA 14 → DI 19 JUIN
FESTIVAL RÉSIST
Semaine de partage festif pour le climat. Programme détaillé sur breakfreesuisse.org
14 h Place Lise-Girardin
Org.: Collectif BreakFree et Association des usagers des Bains des Pâquis

Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Triage
5 000 exemplaires
17^e n° par an
Comité éditoriel
Clara Almeida Lozar
Clément Bindschölder
Joseph Dahler
Cornelia Hummel
Margaux Lang

Aude Martenot
Guy Rouge
Françoise Mos
Miquette et mise en page
Niels Weirspann
Couverture
Brett Davis

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant·e·s, chômeur·seuses, AVS/Al... 40
Soutien 150
3 mois à l'essai
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

SMOOD ET SIMPLE PAY DEVRONT AFFRONTER LA JUSTICE

Le 11 mai, des actions ont eu lieu devant les autorités compétentes des cantons de Vaud, Genève, Neuchâtel et du Valais : des livreur·euse·x·s ont déposé les premières requêtes en droit du travail accompagnés par des membres d'Unia et divers soutiens. Les travailleur·euse·x·s ont consigné tous les frais professionnels et salaires non-payés par l'entreprise.

En effet, Smood ne paie ni les indemnités de travail de nuit ni celles du dimanche, tandis que Simple Pay ne paye pas le temps d'attente ni de déplacement entre deux commandes. Ainsi, ce sont 125 000 francs de prétentions salariales qui ont été calculées pour les livreurs·euses·x·s engagé·e·x·s entre 2019 et 2021. Sachant que le chiffre d'affaires de l'entreprise s'élevait à 70 millions de francs en 2020, tout porte à croire que « de l'argent, il y en a... ».

Prochainement d'autres livreurs·euses·x·s entameront des procédures similaires auprès des tribunaux. Alors que Smood et Simple Pay n'ont décidé d'appliquer qu'une seule des dix demandes et recommandations des magistrat·e·x·s de la Chambre des relations collectives de travail (CRCT), force est de constater que leur impunité devient de plus en plus fragile. Leur irrespect du droit du travail, démontré par le syndicat, garantit leur enrichissement sur le dos de leurs employé·e·x·s.

Face à l'exploitation des travailleur·euse·x·s et contre le dumping social et salarial, les mobilisations se poursuivent. Smood et Simple Pay devront passer devant la justice, indemniser les travailleur·euse·x·s et leur garantir des conditions de travail dignes.

La rédaction



Au deuxième plan: Guennadi Timtchenko (fortune estimée 20 milliards de francs). Plusieurs filiales de sociétés dont il est actionnaire sont basées en Suisse.

International National SANCTIONS SUISSES

LUEURS AU FOND D'UNE BOUTEILLE À ENCRE

Avec une discrétion frôlant l'opacité, la Suisse dit mettre en œuvre les sanctions concernant les oligarques russes et leurs biens dans ce pays. Tout en se demandant si c'est la Confédération ou les cantons qui doivent agir en la matière... Plus poussif, tu meurs. Heureusement, ici et là, des informations concrètes surgissent.

Ancienne du *Monde* et de *Médiapart*, Agathe Duparc a rejoint les rangs de Public Eye, ce qui a permis à cette ONG de renforcer ses enquêtes sur les oligarques russes en Suisse. Récemment, cet organisme a publié une galerie d'une trentaine de ces personnages ayant des liens avec la Suisse. Au passage, on y apprend l'ampleur de l'effort helvétique : alors que l'Association suisse des banquiers estime entre 150 et 200 milliards les avoirs russes déposés dans les banques du pays, la Confédération annonce triomphalement avoir gelé 7,5 milliards d'actifs russes, dont quelques propriétés de luxe.

Aux dernières nouvelles, sur cette somme, 3,4 milliards de francs de fonds russes ont été « dégelés », ne correspondant pas aux critères des sanctions. Quelle remarquable efficacité ! Sans moyens supplémentaires et sans organisation spécifique, sans vo-

lonté politique non plus, les résultats resteront de ce niveau-là. Car, comme le fait remarquer l'ONG : « Dotés de moyens colossaux, les oligarques sont passés maîtres dans l'art de dissimuler leur fortune, qu'il s'agisse de limiter les dégâts lors d'un divorce couteux ou d'échapper à la justice et aux sanctions. Ils peuvent compter sur l'aide précieuse des avocat·e·s, des fiduciaires et des banques, qui mettent à disposition des trusts ou des montages de sociétés offshore bien plus complexes que des poupées russes. La Suisse offre les meilleurs "facilitateurs" de la corruption, alliant compétence et discrétion. »

Zig zag Zoug

Sans surprise pour qui connaît un peu les spécialités locales helvétiques, le canton de Zoug figure au premier rang des terres d'accueil des oligarques. Dans un document consultable en ligne, mais

malheureusement peu utile car complètement anonymisé, *Tamedia* et *24 Heures* avaient déjà montré cette prééminence, renforcée par la décision du canton voisin de Zurich de supprimer les forfaits fiscaux. En Suisse romande, Genève – ses sociétés de négoce, ses banques, privées ou non, ses fiduciaires et ses avocats – suit le canton de la tourte au kirsch.

Allez faire un tour sur cette galerie des oligarques. Vous y rencontrerez des personnages connus (Roman Abramovitch, Viktor Vekselberg), mais aussi une cousine de Vladimir Poutine (Anna Tsvileva, née Poutina) ou encore le patriarche Cyrille I, qui ne se contente pas de prêches nationalistes et réactionnaires enflammés, mais possède une immense fortune et un goût certain pour les montres de luxe. Tout cela au nom de l'antifascisme, bien sûr, et de la lutte contre le nazisme en Ukraine.

Daniel Süri



Mortaza Shahed

« La forteresse Europe doit tomber », manifestation contre Frontex, Berne, 23 avril 2022

National Immigration Votations **FRONTEX**

LES LUTTES DE TERRAIN, SEUL REMPART FACE AUX VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS

En faisant croire à la population que la votation portait sur une acceptation ou un refus de l'Europe de Schengen, le Conseil fédéral a réussi à faire peur à la majorité. Cependant, le débat n'est pas clos.

Le Conseil fédéral a pris un engagement en affirmant que le *Oui* permettra d'améliorer « de l'intérieur » le respect des droits fondamentaux. Ce faisant,

il reconnaît la responsabilité de la Suisse dans les pratiques de Frontex : la mort de dizaines de milliers de personnes aux frontières extérieures de l'Europe, les

refoulements illégaux, l'absence de contrôle indépendant du respect des droits humains et l'opacité de la plus grande agence de l'UE.

De la même manière, les organisations comme Amnesty devront répondre de leur absence de prise de position sur cette votation, face aux nouveaux drames qui surviendront. Bien que les partisan·e·s du système tout-sécuritaire Frontex continuent de prétendre que l'agence peut être améliorée. C'est faux. En cloisonnant les frontières et en érigeant des murs, les autorités européennes – et la Suisse – encouragent les violences, font le jeu d'États autoritaires, renforcent les réseaux criminels et alimentent l'industrie de l'armement.

Naufrages et plaintes

Les révélations de ces dernières semaines ont souligné ce que l'on sait depuis longtemps : Frontex ne sauve pas, mais mène une guerre contre les migrant·e·s. Frontex ne dispose pas de navires de sauvetage en Méditerranée, mais observe depuis les airs comment les gens se noient. Dans d'autres cas, les bateaux sont signalés et les garde-côtes libyens les ramènent de force en Libye.

Les plaintes juridiques contre Frontex se multiplient, le Parlement européen a voté contre la décharge du budget de Frontex et le directeur de Frontex a depuis démissionné.

Le 15 mai, la Suisse a choisi de continuer à dépenser des millions pour faire la guerre aux personnes en exil, plutôt que d'investir dans le sauvetage et dans une politique d'accueil digne. C'est bien dommage. Les luttes de terrain restent donc les seuls remparts contre les atrocités par l'opposition à une politique européenne de destruction des personnes plutôt que d'asile.

Extraits du communiqué de presse du Comité référendaire genevois No Frontex. Adaptation par notre rédaction

National Culture Votations

LA POPULATION SOUTIENT LE CINÉMA SUISSE

Une nette majorité de la population (58,4%) a accepté la Loi sur le cinéma, confirmant ainsi son soutien envers la création audiovisuelle suisse et toutes ses actrices. La loi entrera en vigueur dès 2024.

Les plateformes internationales de streaming devront investir 4% de leur chiffre d'affaires dans des productions suisses, ce qui représentera environ 20 millions de francs par année. Une aide bienvenue pour l'industrie suisse, mais des miettes au regard de leur chiffre

d'affaires global (environ 500 milliards). Les plateformes seront libres d'investir dans les projets de leur choix, soit en achetant des productions suisses existantes, soit en produisant ou coproduisant de nouvelles séries et films. La culture alternative aura-t-elle accès à ce financement ?

Les plateformes auront 4 ans, dès 2024, pour mettre en place ce réinvestissement, faute de quoi elles devront s'acquitter d'une taxe qui financerait directement l'OFC. Comment cette taxe sera-t-elle redistribuée ?

Les plateformes devront programmer au moins 30% de

séries et de films européens. Rappelons que les chaînes de télévisions suisses doivent programmer depuis longtemps 50% de productions européennes. On a pu observer chez les pays voisins que les plateformes investissent déjà bien plus que le minimum requis puisque dans les faits, les productions locales leur ramènent de plus en plus d'abonnements... et de profits !

Saluons les milieux associatifs et professionnels du cinéma en Suisse romande pour leur forte mobilisation. Il s'agit maintenant de rester attentif·ve·s à l'application de la loi afin qu'elle garantisse une production originale et diverse !

Olive Lapunnet Praline Sandrong

LES ÉCUEILS DU NOUVEAU PLAN DE QUARTIER ACACIAS

Le 12 mai 2022 s'est achevée une consultation sur les plans du futur quartier Acacias 1 au sein du projet PAV. solidaritéS y a participé afin de soulever plusieurs problèmes de fond du projet.

À Genève, les plans du vaste projet urbain Praille-Acacias-Vernets (PAV) sont révélés quartiers après quartiers : Vernets, Acacias (partie 1, puis 2), Pointe Nord, Grosselin, Étoile, Praille Ouest. Dès le début, solidaritéS a dénoncé des plans localisés de

quartiers (PLQ) où la densité des logements et l'habitabilité ne sont pas acceptables.

En premier lieu, cela concerne les aménagements scolaires puisque la seule école primaire de 20 classes se contente de 6500 m², un chiffre inférieur aux autres

écoles du canton. Et encore, le parascolaire n'y est même pas inclus ! De plus, rien n'est évoqué concernant un futur cycle d'orientation.

Aucune mention non plus de lieux dédiés à des activités culturelles (musique, ciné-clubs, théâtre...) ou d'espaces de jour pour des activités bruyantes (pour les ados par exemple), inhérentes à un quartier vivant.

Aucune prise en compte du réchauffement climatique

Le seul parc public envisagé pour cet espace de 16 hectares n'est en fait formé que d'une bande herbeuse de 11,5 mètres de large et de gradins. Alors que, en prévision d'un changement climatique qui fera monter de plusieurs degrés la température dans nos villes, même la Confédération recommande que des espaces verts d'un hectare minimum soient prévus.

Par ailleurs, aucune étude d'ensoleillement n'a été rendue, afin de clarifier la qualité des espaces publics et des logements (éclairage naturel souhaitable, ombres

prolongées, conditions d'arborisation, etc.).

Des bureaux vides plutôt que des logements

La loi sur le PAV inclut un ratio de constructions de 1 nouvel emploi pour 2 nouveaux logements. Or, cette proportion légale est loin d'être respectée dans l'espace Acacias 1, pas plus qu'à l'Étoile ou à Pointe Nord, avec une balance nette en faveur des bureaux. Vu l'ampleur du déficit en logements du canton, ce déséquilibre n'est pas admissible. Face à la demande, ce ratio 1 emploi / 2 logements doit même être largement augmenté en faveur de ces derniers.

solidaritéS réclame une véritable concertation démocratique autour de ce projet PAV, afin d'élaborer collectivement un projet adapté et habitable. Un projet enthousiasmant et réaliste, cohérent avec l'augmentation des températures à laquelle nous allons devoir faire face, est possible : reste à obtenir la volonté politique de le mettre en place !

Groupe logement de solidaritéS Genève ■

Hommage Les nôtres



VIVIANE GONIK

À cœur de la manif du 1^{er} mai de cette année, une bande de jeunes femmes, encagoulées et l'air menaçant, brandit une banderole « Capitalistes, tremblez ! Viviane nous a tout appris ». Les dignes descendantes de la magnifique Viviane Gonik ont su saisir l'essence marxiste de cette féministe emblématique qui n'a jamais cessé de lutter.

Née en Italie, de parents polonais ayant fui l'antisémitisme et la guerre, elle a été apatride durant sa jeunesse et en avait tiré le courage et l'impertinence de

toujours contester les normes et de braver les interdits. Elle a eu 20 ans en 1968 et y est entrée « les oreilles et les yeux grands ouverts ». D'abord militante dans le Groupe des luttes internationalistes, elle a rejoint le MLE, qui l'a « réveillée totalement » et a entraînée ses camarades à la fois dans l'analyse élaborée et les actions insolentes et joyeuses.

Elle est restée toute sa vie une militante stimulante et inspirante. Pour les jeunes féministes, pour sa famille d'élection d'ami-e-s aussi engagé-e-s qu'elle, pour ses étudiantes en ergonomie, pour les cinéphiles de Métro-boulot-kino, pour les camarades de manifs.

solidaritéS Genève ■

Hommage Les nôtres



MARJO BLANCHET

Le 15 avril 2022, tu es parti si loin, trop loin pour un voyage sans fin. J'ai eu une chance incroyable de t'avoir connu : te rencontrer fut un beau cadeau de la vie. Ta présence lors de récoltes de signatures ou de campagnes politiques me donnait du courage et de la motivation.

Bien sûr, au rendez-vous, comme le dit la chanson, t'arrivais toujours le dernier ! Et tu m'expliquais tes pannes de réveil qui ne sonnaient plus...et on se réconciliait...

Tu m'as raconté aussi ta longue et douloureuse histoire de trans pour devenir Marjo. Quel courage

il t'a fallu, quel parcours, quelle souffrance tu as vécue face à une société encore bourrée de préjugés et majoritairement hétéro.

On buvait parfois du « gros rouge » pour oublier toutes nos misères et pour essayer de noyer nos découragements face à un système trop lourd à porter et que nous combattions.

Tu me manques Marjo. Mais t'inquiètes : je continue à lutter avec des milliers de gens contre ce monde capitaliste inhumain et dangereux que tu ne supportais plus.

Ce 1^{er} mai 2022, tu étais avec nous dans le cortège sur un panneau où ton regard nous observait malicieusement.

On ne t'oublie pas.

Hasta la victoria siempre.

Henriette Stebler ■

FORUM DU LOGEMENT: DES AFFAIRES EN VUE

Le gratin des notables neuchâtelois-es se frottait les mains au « forum de l'immobilier ». « Constructeurs-construc-trices, architectes, notaires, fondations, propriétaires d'im-meubles, ou de terrains mais aussi banquiers-banquières, caisses de pensions, conseillères communales et conseillers communaux, député·e·s, fidu-ciaires et autres associations » étaient réuni·e·s à l'initiative de l'office cantonal du loge-ment pour discuter du thème « Canton de Neuchâtel, vers une nouvelle attractivité ? ».

Il était question de « la stratégie de domiciliation et de marketing résidentiel du Conseil d'État » (entendez cadeaux fiscaux aux plus fortuné·e·s) et de construire « plus de 1000 nouveaux logements sur notre beau territoire neuchâtelois. »

Mais il y avait un éléphant dans la pièce que personne n'a voulu voir. Nous devons nous chauffer mais il nous faudra sortir de l'utilisation de l'énergie fossile au plus vite, pas seulement parce que le plan climat cantonal prétend atteindre zéro émissions nettes en 2050 mais parce que c'est une nécessité pour ne pas entrer dans les zones dangereuses du réchauffement climatique.

Il ne suffira pas d'une pompe à chaleur ici et d'un panneau solaire là. Sortir de la dépendance au gaz russe ne doit pas se faire en recourant à des énergies fossiles d'autres origines. Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle annonce avec des objectifs mais d'un plan cantonal pour isoler tous les bâtiments du canton. C'est un investissement massif, du personnel, des entreprises, des compétences, de la formation. Cela coutera très cher et la question de savoir qui va financer tout ça est loin d'être résolue. Il y a urgence et la thématique est infiniment plus importante qu'une « nouvelle attractivité ».

Henri Vuilliomonet



Manifestation contre AVS 21, Berne, septembre 2021

ENSEMBLE À GAUCHE POUR UN SALAIRE MINIMUM LÉGAL

Le 10 mai, Ensemble à Gauche Vaud (Décroissance alternatives, solidaritÉS Vaud, Solidarité & Écologie) a appelé à la constitution d'un comité unitaire pour une initiative pour un salaire minimum légal dans le canton de Vaud.

Pour Ensemble à Gauche, le contexte est favorable au lancement d'une telle initiative pour au moins quatre raisons.

D'abord, cette mesure a montré qu'elle pouvait être plébiscitée par les votant·e·x·s. Une initiative lancée en 2008 par solidaritÉS Vaud, le POP et quelques organisations a certes échoué en 2011, mais de très peu (48,89%). Depuis, plusieurs autres cantons ont emboîté le pas, si bien qu'aujourd'hui Neuchâtel, le Tessin, Bâle-Ville, le Jura et Genève disposent d'un salaire minimum légal.

Ensuite, cette mesure est rendue plus nécessaire par la pandémie de Covid qui a précarisé un nombre important de travailleur·euse·x·s et qui a mis en évidence que les activités les plus essentielles sont souvent les moins bien payées. Après avoir aidé les entreprises durant la crise, il faut maintenant les contraindre à garantir des salaires permettant de vivre dignement.

S'ajoutent à cela l'ampleur du problème des bas salaires et la faible protection des travailleur·euse·x·s au pays de la paix du travail. La proportion de « bas salaires » dans le canton de Vaud est importante (près de 15%) et augmente ces dernières années. De nouvelles formes de précaire apparaissent, comme les livreur·euse·x·s des plateformes (sur Smood, voir les n° 398 et 404). Et les CCT ne suffisent pas, puisque seule la moitié des travailleurs en bénéficient et qu'une partie d'entre elles ne prévoient même pas de salaire minimum.

Enfin, parmi les travailleur·euse·x·s à « bas salaires », 65% sont des femmes. Or, après le 14 juin 2019 où des dizaines de milliers de femmes ont manifesté pour mettre fin aux discriminations dont elles sont victimes, améliorer les salaires de ces travailleuses apparaît à Ensemble à Gauche comme un pas concret vers l'égalité salariale.

Un salaire digne

Toutefois, cette proposition n'est pas nécessairement

bien perçue, notamment par les grands partis de gauche de gouvernement et les centrales syndicales. Il est important de rappeler que l'USV et le PSV, par exemple, s'étaient prononcés contre un salaire minimum légal en 2011. Certes, ces organisations ont depuis révisé leur jugement, mais il y a fort à parier qu'elles ne se battront pas pour un salaire minimum le plus élevé possible. Unia s'était prononcé en faveur de cette initiative il y a trois ans mais, même après le Covid et la grève des livreur·euse·x·s de Smood, continue de traîner les pieds sous prétexte que le salaire serait une chasse gardée des syndicats.

Ensemble à Gauche est résolu à défendre une amélioration concrète des conditions des plus bas salaires, mais devra batailler dans le futur comité unitaire pour assurer un salaire minimum légal qui permette effectivement de vivre dignement.

Guillaume Matthey

DÉBRANCHER LA 5G?

L'intérêt de l'ouvrage collectif *Débrancher la 5G* réside dans l'étendue de l'étude sur cette technologie. Issu des travaux de l'Atelier d'écologie politique à Toulouse, il cite plus de deux cents sources, études et déclarations publiques de nombreuses institutions. Ce sérieux n'empêche pas une critique de fond très pertinente.

Pour les partisan·e·s de la 5G, cette technologie sera indispensable dans l'avenir : nous n'aurions pas le choix, la 5G constituerait une évolution nécessaire des systèmes existants.

Or, la 5G apparaît comme une technologie destinée à alimenter un marché et une croissance financière et économique, aussi bien pour les secteurs actuels des télécommunications et des terminaux (téléphones mobiles, ordinateurs, caméras), que de nouveaux secteurs (automobile, électroménager). Cette évolution permet

ainsi de garantir un horizon de remplacement des terminaux actuels, qui arrivent aujourd'hui à saturation.

Les nouveaux débouchés, censés justifier la 5G avec de nouvelles applications, consistent à introduire « l'internet des objets », soit 3,5 milliards de nouvelles connexions (selon une estimation de la compagnie Ericsson). Cela signifie espérer connecter une série de nouveaux équipements, comme des appareils domestiques, pour améliorer le confort des utilisateurs et utilisatrices.

Conduire avec la 5G?

Autre grand secteur promis à cet avenir radieux, la voiture « connectée » et « autonome ». Enfin, la multiplication du nombre de caméras digitales vient compléter cet hypothétique horizon digital : en 2020, 70 % des objets déjà connectés en 5G sont des caméras de vidéosurveillance.

La plupart de ces objectifs ne sont qu'à l'état de projets, et représentent surtout la volonté de créer de nouveaux grands marchés solvables, en présentant ces nouveaux « services » comme un progrès considérable et une réponse à l'attente supposée des consommateurs·rices. La numérisation croissante des activités humaines et l'invention de nouveaux produits et services sont déterminées par une poignée de grandes entreprises, sans prendre en compte les conséquences climatiques, énergétiques et sociales de ces investissements (estimés seulement pour l'Europe à 500 milliards d'euros), que seules quelques multinationales peuvent réaliser.

La croissance exponentielle du nombre d'objets à connecter est un des arguments clés des partisan·e·s de la 5G. Car il semble difficile de justifier la réduction de 20 à 2 secondes pour le téléchargement d'un film comme une avancée décisive. La justification de la voiture « autonome » est encore plus risible, puisqu'un véhicule circulant dans des zones urbaines serait totalement dépendant des liaisons 5G et des logiciels et des données informatiques distants.

Ces aspects ont peu été mis en avant au moment où la contestation des nouvelles installations 5G a commencé à émerger. Car la critique se focalisait surtout sur les aspects sanitaires et sur

les effets à court et moyen terme des nouveaux rayonnements des antennes.

Décision sanitaire ou politique?

Sur les aspects sanitaires, l'ouvrage aborde de nombreuses études et arrive à une conclusion, qui selon ses auteurs·ices, n'est pas très satisfaisante. Les conséquences néfastes de l'usage intensif de la téléphonie mobile sont déjà attestés. Les effets thermiques des radiofréquences est connu et a conduit à la définition d'un champ électrique maximum. Par contre, avec les nouvelles fréquences et le type d'exposition des antennes et des terminaux de la téléphonie mobile, il n'est pas encore avéré que des modifications biologiques aient des conséquences sanitaires directement associées.

À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'expliquer scientifiquement des conséquences malignes. Soit le résultat des études est trop imprécis, soit les mécanismes biologiques expliquant certaines observations liant de possibles séquelles sur les organismes vivants ne sont encore pas connus. Augmenter le nombre et le type d'études ne permettrait pas à court terme d'apporter plus de certitudes.

Bien entendu, les partisan·e·s de la 5G concluent à l'absence totale de risque sanitaire. Le contraire est aussi vrai. L'impossibilité de démontrer avec certitude des effets négatifs ne signifie pas qu'ils n'existent pas. Dans une telle situation, la décision sera avant tout politique.

Voulons-nous couvrir cette orientation technologique, pour des impératifs de croissance économique ? À l'heure actuelle, l'urgence dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre devrait nous conduire à éviter le déploiement de technologies voraces en matière premières et en énergie, à examiner toutes les conséquences écologiques et sanitaire d'infrastructures n'apportant à la majorité de la société aucun avantage décisif en termes de sécurité, de confort, de liberté et de sobriété énergétique. La 5G fait partie d'une course à la croissance infinie. C'est déjà un argument suffisant pour s'y opposer fermement.

José Sanchez

70% des objets déjà connectés en 5G sont des caméras de vidéosurveillance.



Mace Ojala



Débrancher la 5G?
Enquête sur une
technologie imposée,
Collectif Atécopol,
Ed Écosociété, 2022

LES ENJEUX DE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

La légende d'une photo illustrant une enquête de *24 Heures* sur la semaine de 4 jours, publiée le 22 février annonçait : « La Suisse se dirige vers une plus grande flexibilisation des horaires, du temps et du lieu de travail. Pas vers la semaine de 4 jours payée à 100 %. » Voilà qui situe bien les enjeux de la réduction du temps de travail dans la période actuelle.

Le point de départ de l'article cité ci-dessus était le passage à la semaine de 4 jours payée 5 dans une librairie genevoise. Une réduction du temps de travail sans diminution de salaire. L'horreur absolue pour deux des interviewés, le directeur du Centre patronal vaudois, Christophe Reymond (« *La quantité de travail n'est pas un gâteau que l'on peut partager en tranches* ») et un « expert » en ressources humaines, Alain Salamin, reprenant le discours patronal et acceptant uniquement la répartition de 40 heures sur 4 jours au lieu de 5 ou alors la diminution de 20 % du salaire.

En freinant des quatre fers ou en détournant la revendication, Reymond et Salamin ne font que souligner l'importance centrale de la bataille autour de la réduction du temps de travail. Deux siècles d'histoire sociale montrent qu'elle est « un axe majeur et permanent de la revendication ouvrière et plus généralement salariale » comme le dit l'économiste Jean-Marie Harribey. À cela deux raisons au moins : d'une part, il s'agit d'un acte d'auto-défense collective contre les effets les plus brutaux de l'exploitation capitaliste; d'autre part, il y a dans la réduction du temps de travail un potentiel de mise en cause du pouvoir patronal sur l'intensité et la densité du travail, sur son organisation aussi, qui lui donne une coloration anticapitaliste que d'autres revendications traditionnelles du mouvement ouvrier n'ont pas.

Pénibilité du travail et chômage

L'épuisement professionnel (le *burn-out*) est venu aujourd'hui, dans les sociétés occidentales, remplacer en bonne partie l'épuisement physique qui guette, par exemple, les travailleurs et les travailleuses des industries extractives ou de la construction. En Suisse, environ un cinquième de la population active juge être la plupart du temps ou toujours stressé à son travail, ce qui représente environ 1 million de personnes ! Le personnel de santé en sait quelque chose, le Covid n'ayant servi que d'accélérateur puissant de la dégradation de ses conditions de travail. La réduction du temps de travail avec embauche correspondante dans ce secteur serait un soulagement immédiat. Voilà la première raison de la nécessité de la réduction du temps de travail : réduire le poids des contraintes excessives du travail quotidien.

La deuxième raison du succès de la revendication est qu'elle permet de répondre au problème récurrent du chômage dans le capitalisme. Travailler moins, mais travailler toutes et tous, sans diminution de salaire, cette réponse reste au cœur de la lutte contre le chômage, dans sa forme classique, comme dans sa forme dissimulée de sous-emploi, représentée par le travail partiel contraint. Cette forme touche particulièrement les femmes salariées, qui prennent un temps partiel par manque d'infrastructure comme

les crèches, les garderies ou parce que la prise en charge des personnes dépendantes est insuffisante. En ce sens, la réduction du temps de travail est aussi une revendication féministe. Mais attention : l'effet sur l'emploi n'est obtenu que si la réduction du temps de travail n'est pas étalée dans le temps et que les embauches sont bien réelles. De même, si l'État intervient pour aider les entreprises, comme ce fut le cas lors de l'introduction des 35 heures en France en 1998 et 2000, l'embauche correspondante obtenue est moindre. Notons tout de même que les 35 heures ont permis la création de 350 000 emplois à cette époque.

À qui reviennent les gains de productivité ?

Si les patrons réagissent comme des gazelles effarouchées à la moindre mention d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire et avec embauche correspondante, c'est parce qu'ils savent bien qu'ainsi les salarié-e-s mettent la main sur une partie du magot qu'ils réservent d'habitude à leurs actionnaires.

La réduction du temps de travail touche au plus profond de la répartition entre salaires et profits. Ces derniers se nourrissent des gains de productivité recherchés par le capitalisme. Selon les chiffres de la statistique fédérale, « *La productivité nationale du travail a progressé en moyenne réelle de 1,2 % par année pendant la période 1991-2020* », soit une progression de plus de 40



La Grève pour l'Avenir a organisé l'abattage d'un sablier à Neuchâtel.

points durant cette période. L'évolution des salaires réels se situant nettement en dessous, étant même négative en 2017 et 2018, la différence a fait la joie des détenteurs de capitaux.

Pour que les gains de productivité reviennent aux salarié-e-s lors de la réduction du temps de travail, il faut maintenir le salaire et éviter une intensification des rythmes de travail par un contrôle et une embauche correspondante. Qui peut donc vérifier cela, sinon les premiers et les premières concerné-e-s ? Soit les travailleurs et les travailleuses des entreprises, qui exerceront ainsi un embryon de contrôle ouvrier sur la production. Se dessine alors la double perspective d'une émancipation du travail – par la réduction du temps nécessaire au travail contraint – et d'une émancipation par le travail, à travers le contrôle de la production, de son organisation, la baisse de la pénibilité relative et la résorption des emplois précaires.



Organisé une mobilisation nationale pour la réduction du temps de travail le 9 avril 2022. hôtel.

Travailler moins et produire moins, mais mieux

La crise climatique a fourni une dimension supplémentaire à cette réduction du temps de travail comme nous la concevons. On ne saurait réduire massivement le recours aux énergies fossiles tout en continuant à produire comme par le passé. Production et transports doivent être revus de fond en comble. Cela d'autant plus que la lutte contre le réchauffement climatique passe nécessairement par des investissements massifs dans certains secteurs (les transports décarbonés et leurs infrastructures, p. ex.) consommateurs, dans un premier temps en tout cas, d'énergies supplémentaires. Paradoxalement, pour ne plus consommer d'énergies fossiles, il faudra d'abord dépenser de l'énergie. D'autres secteurs devront donc nécessairement décroître.

La réduction du temps de travail permet ici tout simplement de produire moins, de transporter moins, de répartir le travail restant et de partager plus. Produire moins, c'est aussi consommer moins, la production définissant le plus souvent la consommation; les astuces

du marketing supposent toujours un produit préexistant à faire consommer. Comme le notait déjà Marx : « *Ce n'est pas seulement l'objet de consommation, mais aussi le mode de consommation qui est donc produit par la production et ceci non seulement de manière objective, mais aussi subjective. La production crée donc le consommateur [...] La production ne fournit pas seulement un matériau au besoin, elle fournit aussi un besoin à ce matériau.* » (Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1859*. « *Grundrisse* », t. 1, p. 26).

En revendiquant une réduction radicale du temps de travail, et donc une augmentation importante du temps libre, nous indiquons aussi aux classes populaires le biais par lequel échapper « *aux besoins aliénés, aux désirs consuméristes démesurés qui servent en fait de compensation misérable pour une existence sociale misérable* », selon l'expression de l'écosocialiste Daniel Tanuro. Lorsque nous travaillerons 20 heures par semaine, nous aurons certainement d'autres envies et projets que de consommer à tout vent.

Daniel Sürli

LES MÉCOMPTES DE LA GRÈVE DU CLIMAT

Sur le site de la Grève du climat, on trouve une solution étonnante, la réduction du temps de travail « autofinancée ». S'appuyant sur des propositions d'une équipe de chercheurs et chercheuses de l'Université de Berne, elle défend l'idée d'une réduction du temps de travail financée... par les salarié·e·s eux-mêmes, le capital n'étant concerné que par un impôt supplémentaire, en option. Certes, bas et moyens salaires resteraient inchangés, mais au-delà, la réduction du temps de travail serait partiellement ou totalement compensée par une perte de salaire. La limite a été fixée à un « revenu équivalent de ménage » (notion fiscale zurichoise) de 100 000 francs par an. Cette solution pose problème par principe : faire payer une partie des salarié·e·s pour améliorer le sort des autres, c'est créer un précédent qui sera ensuite réutilisé par le patronat pour toutes les autres réformes demandées. Ce qui aura pour effet de tirer les salaires vers le bas.

De plus, le chiffrage d'ensemble n'est pas établi, ce qui fait que l'on ne sait pas s'il y aurait suffisamment de réduction des hauts salaires pour maintenir le salaire complet des autres. Les entreprises seront-elles convaincues par les arguments sur la satisfaction personnelle décroissante des hauts salaires ? À voir les salaires de leur PDG, on peut en douter. On ne sait pas non plus si elles partageront les objectifs de la diminution personnelle des émissions de CO₂. Mais on peut parier que le principe du financement de la réduction du temps de travail par les salarié·e·s les ravira. **DS**

« De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de le faire et de le faire quels que soient la structure de la société et le mode de production. Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent naturellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constitue toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail. »

Karl Marx, *Le Capital*, Livre troisième, tome III, Ed. sociales, pp. 198-199.

QUEER, MATÉRIALISME ET CONVERGENCE DES LUTTES

Une journée de formation du groupe de travail queer de solidarités intitulée « Queer, matérialisme et convergence des luttes » s'est tenue le dimanche 8 mai à Lausanne. L'objectif était d'introduire les participant·e·x·s aux approches queer-matérialistes.

Partant du constat que la période de double crise à la fois sociale et écologique a pour effet de vulnérabiliser particulièrement les membres des communautés LGBTQIA+, la conférence a présenté le genre dans une perspective historique se concluant sur le tournant matérialiste queer de la fin des années 2000.

Incarnés par une génération de militant·e·x·s et de chercheur·euse·x·s engagé·e·x·s, leurs travaux se résument en trois points. Premièrement, ils et elles ont œuvré à articuler théoriquement les divergences et convergences des domaines queer et matérialistes. Deuxièmement, à partir de l'analyse marxiste, ils et elles se sont affairé·e·s à penser la production des identités de genre ainsi que leurs positions dans le système de production capitaliste. Troisièmement, ces apports cherchent à concevoir des perspectives et des revendications poli-

tiques dans le but de subvertir ces catégories qui, rappelons-le, sont nécessaires à la bonne marche du système capitaliste néolibéral.

C'est dans ce cadre qu'ont été discutées la fragmentation des communautés LGBTQIA+ et les tentatives mises en œuvre pour les incorporer aux capitalismes néolibéraux. Ont également été mis en avant les rôles de la famille nucléaire et de la division sexuelle du travail comme deux entités à la fois normatives et productrices de rapports de dominations nécessaires à la perpétuation du système capitaliste.

La binarité comme outil de domination

Pour conclure, il a été montré comment le système de genre et ses deux pôles, la féminité et la masculinité, servent de justification à d'une part certaines formes d'exploitation par la classe capitaliste et, d'autre part, à l'assignation des

individus à la binarité de genre. Cette dernière opère la subordination du travail reproductif au travail productif par la dévalorisation symbolique et économique.

Ces analyses se devront dans le futur d'être réarticulées et affinées en y intégrant les dimensions de race et de classe, mais aussi la prise en compte de l'exploitation différentielle entre le Nord et le Sud global. Le groupe de travail espère que cette formation permettra de tendre vers la compréhension et la reconnaissance des personnes LGBTQIA+ moins privilégiées face à l'homonormativité et de repenser les identités LGBTQIA+. Il s'agit de dépasser une perspective identitaire qui ne prendrait pas en compte les aspects de classe, de genre, de catégorie ethnoraciale, aspects pourtant essentiels à la compréhension des conditions qui jalonnent la vie des personnes queers.

Groupe de travail queer de solidarités ■

TRANSPHOBIE: L'AMQG PERSISTE ET SIGNE

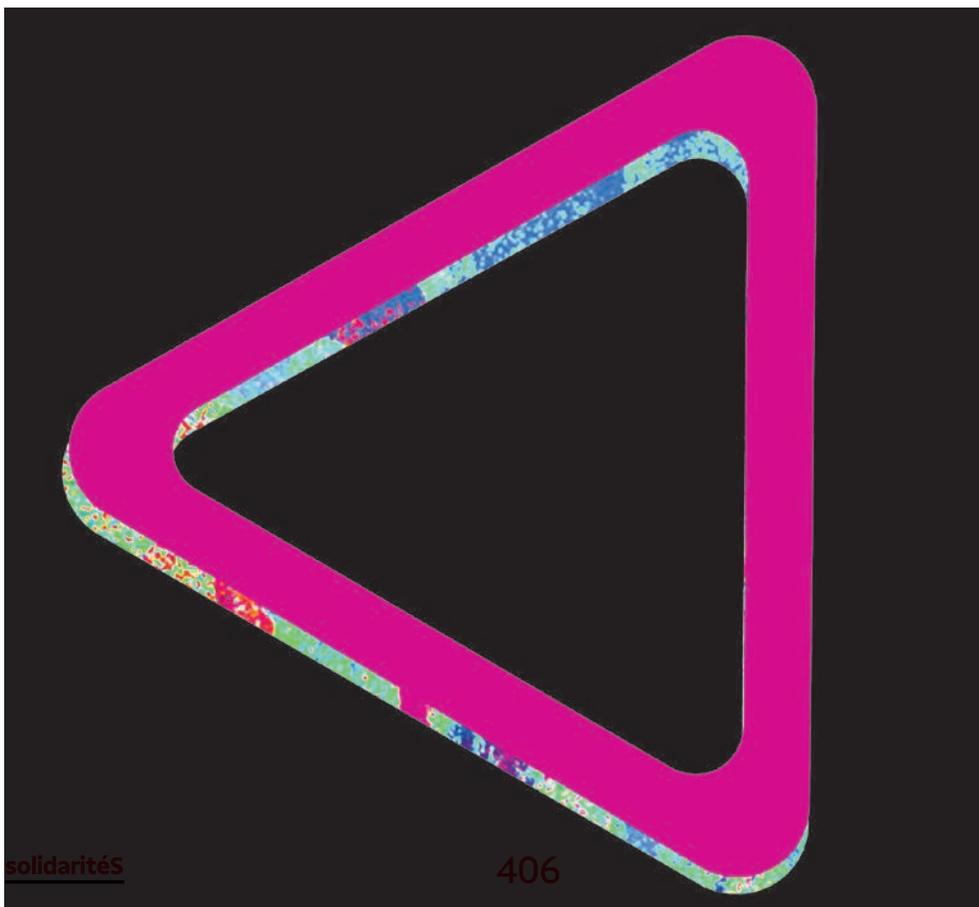
C'est un refrain habituel dans d'autres pays qui s'installe confortablement dans le paysage médiatique suisse. La transidentité serait un phénomène de pression sociale qui encouragerait des « jeunes filles » à se mutiler avec différents traitements thérapeutiques.

Dans une opinion publiée par le journal *Le Temps* le 12 mai dernier, l'Association pour une Approche Mesurée des Questionnements de Genre chez les Jeunes (AMQG), qui n'en est pas à son premier coup d'essai, attaque frontalement la campagne de la ville de Genève à l'occasion de la journée mondiale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie. Dans cet tribune, on apprend que ce seraient des « milliers de jeunes filles » qui « portent les stigmates de l'ablation de leur poitrine ; des cicatrices honteusement glorifiées dans ces affiches [de la ville de Genève]. »

Apparemment le parcours de transition des jeunes hommes trans et des autres personnes transmasculines est devenu tellement simple qu'il suffirait d'être « conduit à penser » pour tout à coup bénéficier d'une mastectomie. Or, ce parcours de transition médicale des jeunes personnes trans* reste un parcours du combattant·e·x et n'est clairement pas une mince affaire. Il faut au contraire se battre pour adopter des postures plus affirmatives dans les espaces médicaux.

L'AMQG se permet ainsi d'adopter une posture experte alors même que ses arguments sont à peu près autant convaincants scientifiquement que des discours anti-vaccins. À la place de donner une plateforme à des pensées réactionnaires, *Le Temps* pourrait peut-être revoir sa ligne éditoriale.

Seb Zürcher ■



Une Pride de nuit, anticapitaliste, antiraciste et révolutionnaire aura lieu à Lausanne le 2 Juillet 2022



Remise de la pétition munie de 39 093 signatures au Parlement européen, Bruxelles, 18 mai 2022

Féminisme

SLUTWALK REBORN

Le 7 mai 2022 et après 4 ans d'absence, la Slutwalk est renée de ses cendres et les salopes ont mis le feu aux rues de Genève!

La marche des salopes, organisée par le collectif Engageons les Murs, portait quinze revendications liées à la culture du viol, couvrant des sujets allant de l'éducation sexuelle aux féminicides, en passant par la grossophobie et le féminisme révolutionnaire. Nouveauté : contrairement à de précédentes éditions, l'accent était explicitement mis sur l'inclusivité : n'ignorer ou n'exclure aucune victime de violences ou de discriminations.

La mobilisation a commencé par un rassemblement à la Place de Neuve, avec un espace de témoignages. Les personnes prenant la parole ont raconté des expériences personnelles et dévoilé leurs blessures face à un public bienveillant, dans une grande empathie. Triste et parfois bouleversant, ce fut un moment très fort de partage et d'écoute.

Le cortège de plus de 1000 personnes qui a pris forme ensuite pour exploser joyeusement à travers la ville s'est nourri de ces douleurs, afin que la honte change enfin de camp ! Marcher ensemble fut une forte expérience d'empowerment. Le public semblait s'amuser, et parfois juger la foule depuis les trottoirs. La manifestation, elle, exultait la sororité et l'adelphité. Ce dernier terme désigne le lien de parenté qui unit les enfants de mêmes parents, indépendamment de leur genre, et est utilisé en plus ou au lieu des termes sororité et fraternité, afin d'étendre la solidarité à toutes les personnes, quel que soit leur genre.

Les slogans s'appropriant la rue ou dénonçant la police ont fusé, pendant que la rage féministe résonnait au son des tambours. Le tunnel du Passage des Alpes fut l'apogée magnifique de cette mobilisation si importante : dans une grande émotion, les féministes ont entonné la chanson féministe mexicaine contre les féminicides *Canción sin miedo*.

Féminisme Immigration

STOP AUX VIOLENCES DE GENRE AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE

Nous reproduisons ici une version abrégée du communiqué de presse de Feministasylum qui lance une pétition pour faire reconnaître les questions de genre comme motifs légitimes pour demander l'asile.

Soutenue par 260 organisations de 19 pays européens et par une centaine de personnalités du monde culturel, sportif et politique – dont les eurodéputé-e-s Diana Riba i Gener, Malin Björk et Miguel Urban – cette pétition munie de plus de 39 000 signatures tire la sonnette d'alarme.

Les femmes qui prennent la route de l'exil – seules ou avec leurs enfants – pour fuir un mariage forcé, éviter des mutilations génitales, se protéger d'un compagnon violent ou échapper à des menaces de mort en raison de leur orientation sexuelle, subissent aujourd'hui souvent des violences lourdes aux frontières de l'UE. Elles sont exposées au trafic d'êtres humains, sont refoulées illégalement ou réorientées en vertu d'accords iniques vers des pays qui ne reconnaissent pas les violences sexistes : « en Grèce, [...] j'ai été détenue secrètement, attachée et battue par la police des frontières... J'ai été re-

oussée 6 fois [vers la Turquie] en essayant de trouver une protection en Europe. » témoigne Parvin A., qui précise avoir quitté son pays parce que « *en tant que femme, toutes les lois en Iran étaient contre moi.* »

Un calvaire sans fin

Celles qui parviennent à entrer dans l'Union européenne sans mourir sur le chemin de l'exil imaginent atteindre la fin de leur calvaire et accéder enfin à leur droit à une protection internationale dans des conditions d'accueil bienveillantes et dignes. Des milliers de témoignages se recourent et l'attestent : au lieu d'obtenir la protection internationale indispensable à laquelle elles ont droit, de nouveaux obstacles les attendent. « *À mon avis, c'est aussi une forme de violence si l'Allemagne veut me renvoyer en Croatie, où j'ai vécu les pires violences de ma vie. Je veux vous demander de changer le système de*

Dublin et de protéger les femmes et les enfants de ce type de violence. », plaide Nahid A, une jeune fille afghane de 15 ans, victime de plus de 25 *push back* à la frontière entre la Croatie et la Bosnie où elle a dû affronter la violence policière avec deux enfants plus jeunes, sans ses parents qu'elle a perdus en route.

Depuis la signature en mai 2011 de la Convention d'Istanbul, adoptée par la plupart des pays de l'espace Schengen, les violences fondées sur le genre sont reconnues comme des motifs de persécution donnant droit à une protection internationale (art. 60 et 61) au sens de la convention de Genève adoptée 60 ans plus tôt, en 1951. Mais il ne suffit pas de ratifier des conventions : il s'agit de les appliquer ! C'est ce que demande la pétition européenne pour toutes les réfugiées qui cherchent protection et sécurité en Europe, d'où qu'elles viennent.

Feministasylum



Meeting de Lula, 6 mai 2022

International

Brésil

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2022

LA FIN DU BOLSONARISME?

L'élection présidentielle d'octobre est un moment décisif dans l'histoire et pour l'avenir du Brésil. Avec elle, une tâche primordiale pour la gauche : sortir Bolsonaro du pouvoir. Si le retour de Lula représente un espoir, il ne suffira pas de gagner les élections pour en finir avec le bolsonarisme.

Quatre ans d'alliance entre le conservatisme d'extrême droite et l'ultralibéralisme ont accouché d'une crise multidimensionnelle : politique, économique et sociale (voir *solidarités* n° 386). Le retour du chômage de masse, de la faim, de la misère, l'augmentation du nombre de personnes vivant dans la rue ainsi que la négligence du président face à un virus qui a causé mort de plus de 600 000 brésiliens ne laisse pas d'autre choix. Les niveaux d'inflation de ces 12 derniers mois sont les plus élevés en 26 ans, et la situation s'est encore empirée depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine avec la hausse du prix des carburants, qui met à mal la population. C'est précisément dans ce contexte de crise que Bolsonaro cherche à construire les conditions d'un coup d'État.

Ce qui est en jeu

Bolsonaro porte avec lui un projet politique néofasciste qu'il n'a pas réussi à concrétiser par la voie légale durant son mandat, faute de majorité parlementaire et grâce à la résistance exemplaire des mouvements sociaux. Mais il en a planté les graines au sein de la société brésilienne. Pour ne citer qu'un exemple, dans la soirée du 6 mai dernier, un groupe néonazi portant la croix-gammée sur leurs vêtements ont tabassé un homme noir dans un bar à Campinas (État de São Paulo) et ont tiré des coups de feu en l'air. Plus tard dans la soirée, un deuxième groupe homologue tire à plusieurs reprises sur un autre bar de la même ville, laissant deux personnes blessées. Ces épisodes de violence contre les personnes noir·e·x·s sont mon-

naie courante depuis l'arrivée au pouvoir du président d'extrême droite. Ils sont nourris par les discours de haine que Bolsonaro déverse sans cesse. Ces discours ont ouvert la voie à des groupuscules ouvertement fascistes, qui ont senti légitimes à s'organiser, s'afficher, prendre les rues et à user de violence.

Bolsonaro a réveillé ce qu'il y avait de pire dans la société brésilienne, mais cette violence trouve aussi son corollaire dans sa propre politique. Depuis le haut, il va de l'avant avec son projet de militarisation de la police et de génocide des personnes noir·e·x·s et pauvres. Ces dernier·e·x·s sont poussé·e·x·s aux frontières de la ville où, de temps à autre, des expéditions policières sont menées au nom de la lutte contre

le trafic de drogues, ôtant la vie de nombreux·ses innocent·e·x·s. Durant ces 4 dernières années, il a été l'ennemi numéro un des mouvements féministes, LGB-TQIA+, indigènes, attaquant dès que possible leurs conditions de vie (droit à l'avortement, démarcation des terres indigènes, éducation sexuelle à l'école, etc.). Quatre ans d'un nouveau gouvernement Bolsonaro n'est dès lors pas une option vivable.

Le danger d'un coup d'État

En dépit de ce qu'il représente, et de sa gestion nécrophile de la pandémie, Bolsonaro bénéficie toujours de 30 % du soutien de l'électorat. Il dispose d'une base militante importante, convoque régulièrement des manifestations de rue à caractère putschiste, revendiquant la fermeture de la Cour suprême et l'abolition du vote à l'urne électronique au profit de bulletins en papier.

À 6 mois des élections présidentielles, il prétend déjà qu'il y aura fraude électorale et contribue à déstabiliser la démocratie brésilienne, encore récente et fragile. Il ne faut pas sous-estimer le bolsonarisme. Nous sommes face à un mouvement qui s'organise par le bas, qui dispute le terrain de la rue – y compris lors des 1^{er} Mai – à la gauche et aux mouvements sociaux et syndicaux, qui consolide sa base auprès de l'armée et qui bénéficie du soutien de plusieurs secteurs de la bourgeoisie (gros·se·x·s propriétaire·x·s terrien·ne·x·s, industrie de l'agro-business, grandes marques du textile, industrie de la viande et du soja notamment).

C'est pourquoi il ne suffit pas de gagner les élections pour en finir avec le bolsonarisme. Loin d'être un phénomène épisodique et isolé, ce mouvement s'enracine et se nourrit de la montée des extrêmes droites dans le monde (Turquie, France, Philippines, etc.). Ce n'est pas un danger que pour le Brésil. En cas de défaite électorale, voire même avant les élections, il existe une possibilité réelle que Bolsonaro tente un coup d'État, ce qui représenterait une victoire pour les forces réactionnaires partout dans le monde et encouragerait leur avancée.

Démobiliser l'opposition dans la rue : la tactique Lula

Face à cette situation, il faut tirer le triste constat que le Parti Socialisme et Liberté (PSOL), principale force de gauche anticapitaliste au Brésil, n'a pas été capable de construire une alternative crédible

et émancipatrice durant ces quatre dernières années, quand bien même il s'est renforcé. Il n'a pas non plus réussi à concrétiser sa priorité n° 1 : construire un mouvement de masse *Fora Bolsonaro* (Dehors Bolsonaro) et renverser le gouvernement dans la rue avant les élections. Cela aurait été possible si le Parti des Travailleurs (PT), et Lula en particulier, avait décidé d'investir ce terrain et construire ces mobilisations.

Mais un *impeachment* n'aurait pas joué en leur faveur. Le PT, renforcé à son tour par la libération et l'annulation des condamnations de Lula, a plutôt misé sur l'affaiblissement progressif de Bolsonaro, pour garantir un scénario qui assurerait la victoire de l'ex-métallurgiste aux présidentielles de 2022. Si Bolsonaro se représente, il n'y a pas d'espace pour une 3^e candidature qui concurrencerait sérieusement Lula. La bourgeoisie a essayé d'en dégager une, considérant notamment la candidature de Sergio Moro, mais elle a échoué.

La gauche radicale face à ses responsabilités

Reste qu'aujourd'hui la seule chance d'éviter encore quatre ans de bolsonarisme – avec le risque d'une éventuelle fermeture du régime que cela comporte – c'est de faire élire Lula, sans aucune illusion d'un retour à un gouvernement véritablement de gauche en 2023. Son alliance avec Geraldo Alckmin pour la vice-présidence scelle son engagement avec la bourgeoisie et laisse entrevoir encore un gouvernement de collaboration de classe : Alckmin n'est autre qu'un représentant de la classe dirigeante brésilienne, qui a soutenu le coup d'État institutionnel de 2016 qui a mené à la destitution de Dilma Rousseff (PT). Ce faisant, Lula s'est assuré le soutien de plusieurs secteurs de la bourgeoisie et de ses représentants politiques.

Plusieurs dirigeant·e·s du PSDB, principal parti bourgeois brésilien, ont d'ailleurs déjà déclaré leur soutien à la candidature du pétiste, qui agrègerait 45 % des voix selon les derniers sondages.

Malgré cette alliance, plusieurs partis de gauche, dont le PSOL, ont décidé de renoncer à présenter une candidature propre pour soutenir Lula dès le premier tour. Car l'heure n'est pas à l'idéologisme, mais à une analyse concrète de la situation concrète et le choix d'une tactique qui réponde à notre plus grande responsabilité : vaincre l'extrême-droite. Le chemin emprunté par le PSOL va dans ce sens, même s'il met la gauche radicale devant de gros défis.

Gabriella Lima

UN NOUVEL ASSASSINAT DE JOURNALISTE PAR ISRAËL

La journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh a été assassinée d'une balle dans la tête par l'armée israélienne alors qu'elle portait un casque et un gilet pare-balles flanqué du mot *Presse*. Elle est loin d'être la première journaliste tuée par l'armée d'occupation.

Shireen Abu Akleh a été assassinée alors qu'elle accomplissait sa mission – celle d'informer – dans le camp de réfugié·e·s de Jénine, soumis à des raids quotidiens de l'armée d'occupation israélienne. Cette journaliste est une figure phare de la chaîne panarabe Al-Jazeera et était connue de dizaines de millions de téléspectateurs·trices, notamment pour sa couverture de la seconde intifada (2000–2005).

Lors de la cérémonie de son enterrement à Jérusalem, sa ville d'origine, les porteurs de son cercueil ont été la cible des attaques des policiers israéliens armés de matraques, qui arrachaient également les drapeaux palestiniens des manifestant·e·s.

Le même jour de la mort de la journaliste est survenu le meurtre d'un adolescent de 16 ans, Thaer Maslat – dixième enfant cette année – par l'armée d'occupation israélienne et le lendemain la destruction d'une résidence d'une famille palestinienne à Jérusalem-Est, laissant 35 personnes sur le carreau.

Cet assassinat n'est donc pas un phénomène isolé, il s'inscrit plus globalement dans le système ultra-répressif de l'État raciste et colonial d'Israël. Selon les travaux de la chercheuse Stéphanie Latte Abdallah, près de 40 % des hommes de Cisjordanie ou de la bande de Gaza ont été détenus entre 1967 et aujourd'hui.

Quelques jours après le meurtre de la journaliste Shireen Abu Akleh, les Palestinien·ne·s commémoraient le 15 mai la *Nakba*, ou « catastrophe », 74 ans après la création de l'État d'Israël qui a contraint plus de 700 000 d'entre eux et elle à l'exode forcée. Quelque 5,7 millions de réfugié·e·s palestinien·ne·s sont réparties entre la Cisjordanie, la bande de Gaza, la Jordanie, le Liban et la Syrie, selon l'ONU.

Le caractère d'apartheid, raciste et colonial d'Israël et sa politique mortifère qui l'accompagne doit approfondir notre solidarité avec la lutte du peuple palestinien pour sa libération et son émancipation.

Joe Daher

Funérailles de Shireen Abu Akleh, Jérusalem, 13 mai 2022



LA NOUVELLE UNION POPULAIRE, RADICALITÉ OU ADAPTATION ?

La fondation de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) regroupe l'Union populaire/La France insoumise, le Parti communiste français, Europe écologie-Les Verts et le Parti socialiste. Si les objectifs affichés sont clairs (pour une majorité de gauche à l'assemblée nationale avec Mélenchon premier ministre), les contours se sont quelque peu obscurcis depuis l'arrivée du PS dans le regroupement.

L'élection présidentielle a vu la victoire de Macron, avec l'affirmation de trois blocs politiques : celui d'une extrême droite regroupée autour de plusieurs candidatures (dont la principale est Marine Le Pen); un bloc qualifié de « populaire » autour de Mélenchon; en équilibre instable, le bloc majoritaire autour de Macron et de ses politiques ultralibérales et autoritaires. Pour ce dernier, l'enjeu des législatives est d'asseoir une majorité absolue, en continuant de siphonner à la fois la « droite républicaine » et le PS (en crise ouverte à propos de la signature de l'accord de la Nupes).

Quand le Parti socialiste s'invite

Dans le courrier adressé mi-avril 2022 par l'Union populaire (UP) au

PCF, à ÉÉLV et au NPA, les objectifs du regroupement étaient posés : « stabiliser et enraciner davantage encore le pôle populaire pour le rendre disponible et majoritaire aussitôt que possible », « à partir de celui [le programme] qui a recueilli le plus de votes à l'élection présidentielle : < L'avenir en commun > ».

Quelques jours plus tard, le vote du conseil national du Parti socialiste en faveur de discussions avec l'UP a rouvert la possibilité d'un accord incluant cette force marquée par le social-libéralisme, en particulier avec le récent quinquennat d'Hollande. Ce vote peut avant tout s'expliquer par l'aspiration de ses partenaires traditionnels en direction d'un possible accord avec l'Union populaire. Un appel du pied repris par la direction de l'UP, alors que quelques jours plu-

tôt, certain·es, comme la députée LFI Mathilde Panot déclaraient encore « [qu']il n'y aura pas de discussion avec le PS, et ce refus est définitif ». Un « refus définitif » devenu donc, deux semaines plus tard, une *standing ovation* faite au secrétaire national du PS Olivier Faure lors de la convention de la fondation de la Nupes.

Déplacement du centre de gravité ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, le programme définitif de la Nupes n'est pas encore sorti. Mais de premières concessions sont apparues dans le cadre de l'accord signé entre l'Union populaire et le PS sur l'emblématique question de la retraite (dont plus grand monde ne comprend l'articulation entre le droit de partir à 60 ans, les 40 an-

nuités, et une possible décote) ou sur la question européenne. En ce qui concerne cette dernière, une première brèche avait déjà été ouverte dans le cadre de l'accord avec ÉÉLV. S'adapter aux canons d'une Union européenne libérale ou assumer pleinement la désobéissance aux traités afin d'appliquer un programme répondant aux impératifs sociaux et écologiques du plus grand nombre, il faut choisir.

Si l'on prend aussi en compte le très grand nombre de circonscriptions laissées au PS (70) et à ÉÉLV (100), avec donc de possibles député·e·s éligibles, les signaux d'une rupture avec le social-libéralisme sont devenus – au cours des semaines de discussion en vue de l'accord – plus confus, et de fait, le regroupement plus ambigu sur son profil et ses objectifs.

Enfin, l'échec des négociations avec le Nouveau Parti anticapitaliste laisse l'Union populaire/La France insoumise, noyau politique central de la Nupes, sans force organisée sur sa gauche pour contrebalancer la pression des forces politiques les plus liées aux institutions.

Et maintenant ?

Avec l'Union populaire et la percée de Mélenchon dans le cadre de la présidentielle (plus de 7,7 millions de voix), est apparue pour la première fois depuis longtemps la possibilité pour une gauche de combat de construire de façon pérenne un front d'action commun dans les urnes et dans la rue en rupture avec le social-libéralisme. Et même si les objectifs sont portés avant tout dans un cadre institutionnel, sur le terrain électoral, la mise en œuvre des mesures d'un programme tel que celui de « L'avenir en commun » et le niveau d'affrontement que cela suppose avec les classes dirigeantes, inscrivent la démarche dans le prolongement des mobilisations sociales des dernières années.

Dans le contexte d'un nouveau quinquennat Macron annonçant une offensive sociale tous azimuts (à commencer par le recul de l'âge du départ de la retraite à 65 ans) et du danger toujours persistant de l'extrême droite, le sillon de la rupture doit être creusé, d'abord pour féconder les luttes nécessaires à construire dans l'unité et ouvrir la possibilité de reconstruire un nouvel outil pour les exploité·e·s et les opprimé·e·s. Au-delà du seul résultat des élections législatives des 12 et 19 juin 2022, les prochaines semaines diront si la Nupes confirme être un pas en avant en ce sens.

Manu Bichindaritz

Convention de la Nupes, Aubervilliers, 7 mai 2022



LA MONNAIE, DU POUVOIR DE LA FINANCE À LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES

Rémy Herrera, économiste et chercheur au CNRS publie un excellent outil pour qui veut comprendre ce qu'est la monnaie et comment elle s'insère dans les rapports de force économiques et politiques du monde capitaliste contemporain.

Après avoir exposé les raisons d'être de la monnaie dans une perspective historique, l'auteur montre les évolutions du système monétaire international et l'hégémonie monétaire actuelle des États-Unis basée sur le dollar comme monnaie de réserve. Cette prééminence du dollar est accentuée par la financiarisation de l'économie mondiale en lien avec l'essor du capital fictif. Herrera fait un tour du monde des problèmes et des crises liées à la monnaie en montrant chaque fois l'importance du dollar dans l'émergence de ces crises. Il aborde aussi la question des cryptos-monnaies comme nouvelle forme d'argent fictif.

Aux racines des crises économiques et monétaires qui se succèdent, on trouve les dérégulations et l'intégration des marchés monétaires et financiers dans des réseaux globalisés. Cela renforce le pouvoir de la haute finance

et lui permet d'imposer ses intérêts aux économies. À ce propos, le mythe de l'indépendance des Banques centrales est déconstruit. Ces dernières sont surtout au service du capital financier mondialisé et leurs interventions en période de crise le démontre.

Herrera plaide pour une réappropriation de la monnaie par les peuples en partant du principe que la monnaie appartient à toutes et tous. Pour aller dans cette direction, il postule trois transformations indispensables :

- ❶ La mise en place de taxations internationales des grandes fortunes, des profits des transnationales et des flux de capitaux financiers.
- ❷ L'éradication des paradis fiscaux et la suppression de leurs réseaux d'activité.
- ❸ Le règlement de la dette extérieure. Concernant cette dernière, et pour les pays du

Sud, elle a été créée selon les intérêts des pays dominants du Nord en complicité avec les élites locales.

Pour que la monnaie soit au service des peuples, l'auteur postule que celle-ci soit un bien public. Un pays qui veut recouvrer son indépendance monétaire doit se protéger en limitant strictement la mobilité internationale des flux de capitaux. Il doit également regagner la maîtrise complète de sa Banque centrale et refonder son rôle politique dans un cadre national. Enfin, il est indispensable de socialiser les banques privées commerciales avec pour corollaire la constitution d'un secteur bancaire et financier public comprenant le crédit, l'assurance et la finance.

On le voit, les propositions d'Herrera vont bien au-delà des mesures réformistes d'un



Lance Robson

meilleur contrôle des activités bancaires. Ce que son ouvrage n'aborde pas, c'est quelles sont les forces sociales susceptibles de porter en avant un tel projet.

Bernard Clerc



Rémy Herrera, *La monnaie, du pouvoir de la finance à la souveraineté des peuples*, Cetim, 2022

UNE HISTOIRE DE LA SUISSE RÉELLEMENT EXISTANTE

À la suite de la retraite de l'historien neuchâtelois Marc Perrenoud, un ouvrage compile les thématiques traitées par son auteur durant 40 ans : de la place financière à celle des réfugié·e·s.

C'est un collectif ad hoc qui a remis, le 15 octobre 2021, ce recueil d'articles publié (à l'insu du récipiendaire !) par les Éditions Alphil. Né en 1956 au Chambon-sur-Lignon – son père, pasteur, enseignait au Collège cévenol – Marc Perrenoud vécut, de 1965 à 1968, en Algérie (pays que sa mère avait quitté après la répression par l'armée française des manifestations anti-colonialistes du 8 mai 1945). En 1968, sa famille s'établit au Locle.

Après des études d'histoire à l'Université de Neuchâtel, Marc

Perrenoud participa (1981–2016) à l'édition des *Documents Diplomatiques suisses* (13 volumes). De 1997 à 2001, il fut conseiller scientifique de la Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale, dite « Commission Bergier ». Il a soutenu en 2008, à l'Université de Genève, une thèse de doctorat, publiée ensuite par les Éditions Antipodes sous le titre *Banquiers et diplomates suisses (1938–1946)*. Ayant collaboré à diverses publications (dont le *Dictionnaire historique de la Suisse*) et

rédigé de nombreux articles (cf. sa bibliographie), il était jusqu'en 2021 chercheur au Service historique du DFAE.

Marc Perrenoud appartient à une génération d'historien·ne·s, marginale en Suisse, héritière du renouveau historiographique qu'ont impulsée les mouvements de 1968. À ce titre, il a traité des sujets aussi variés que l'histoire du mouvement ouvrier, l'immigration et la politique migratoire, les relations économiques et financières de la Suisse, la place finan-

cière suisse, la politique d'asile et les réfugié·e·s, l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme ou encore l'historiographie et les conditions de la recherche historique en Suisse. Les thématiques abordées concernent aussi bien « celles et ceux d'en bas » que « ceux d'en haut », donnant ainsi une vision globale de la Suisse « réellement existante ». Si le volume de l'ouvrage peut parfois faire hésiter à entreprendre sa lecture, chaque texte peut se lire indépendamment des autres.

Hans-Peter Renk



Marc Perrenoud, *Migrations, relations internationales et Seconde Guerre mondiale* [présentation : Daniel Bourgeois, Malik Mazbouri & Sébastien Guex], Alphil, 2021

